Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation.  

Préambule, la commission de surendettement des particuliers de Montpellier-Lodève est compétente pour les arrondissements de Montpellier et Lodève. Elle s’est réunie à 24 reprises au cours de l’année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

La Commission a enregistré le dépôt de 2117 dossiers en 2016, s’inscrivant en repli de 7,3 % par rapport à l’année précédente. Ce recul est toutefois moins marqué que celui constaté au niveau de la région Occitanie (-8,1 %) et sur le plan national (-10,6 %).

La part des redépôts est de 44 %. Ils font suite à
- une clôture ou irrecevabilité
- une expiration d’une mesure d’attente (suspension d’exigibilité ou plan)
- une PRP ou autre mesure d’effacement

Ou interviennent alors que des mesures conventionnelles, imposées ou recommandées sont en cours d’exécution.

15 % des dossiers déposés sont des redépôts suite à une suspension d’exigibilité.

Recevabilité et orientation

Le nombre de dossiers soumis pour examen de la recevabilité à la commission s’établit à 2019 dossiers, en baisse de près de 6 % par rapport à 2015. Les décisions d’irrecevabilité progressent légèrement et représentent désormais 6,2 % des dossiers soumis à l’examen des commissaires. La Commission a prononcé 1940 décisions d’orientation, en retrait de 6,6 points à 1 an d’intervalle. Le nombre de dossiers orientés vers une procédure de rétablissement personnel est de 795, soit 39,4 % des dossiers soumis à l’examen de la recevabilité et 37,1 % des dossiers traités, contre 34,4 % et 29,8 % en 2015.

Solutions amiables / mesures imposées ou recommandées / mesures d’effacement de dettes (explication à donner sur la répartition des dossiers traités)

1 « Chaque commission établit un rapport d’activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l’endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d’activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l’article L. 143-1 du code monétaire et financier. »
Le nombre de plans amiables conclus s’inscrit en légère progression par rapport à 2015, mais demeure faible à 8,3 % des dossiers traités, inférieur à l’Occitanie (10 %) et à la moyenne nationale (10,7 %). Les mesures imposées ou recommandées immédiate représentent près de 30 % des dossiers traités, celles consistant en une suspension d’exigibilité immédiate sont en recul de près de 30 %. Le nombre de dossiers ayant fait l’objet d’une mesure de rétablissement personnel est passé de 657 en 2015 à 815 en 2016.

Mesures pérennes et mesures provisoires

Depuis plusieurs années, la volonté du législateur est de favoriser les solutions pérennes afin de limiter le nombre de redépôts. Le taux de solutions pérennes de la commission de Montpellier Lodève s’établit à 78,6 % à fin décembre. Il est en progression par rapport à 2015 où il atteignait tout juste les 70 %, mais reste cependant en deçà de celui constaté en Occitanie (80,4 %) et au niveau national (82 %).

L’augmentation du nombre de mesures de rétablissement personnel ainsi que la baisse sensible des suspensions d’exigibilité immédiate devraient permettre de diminuer le nombre de redépôts.
RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCEDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions¹</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal ou greffe du tribunal</td>
<td>2 réunions</td>
<td>Réunions avec la Juge du Tribunal d’Instance de Montpellier, dont une avec les commissaires : point sur la procédure, les évolutions législatives ; échanges sur le traitement des dossiers par le Secrétariat et le Tribunal</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | 5 réunions  
36 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | Présentation de la procédure de Surendettement, des évolutions législatives, du traitement d’un dossier. |
| Rencontre avec l’UNCCAS dans le cadre de la convention nationale | 1 réunion  
4 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | Présentation de la procédure |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d’aide aux personnes en difficulté financière | 4 réunions  
35 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | Présentation de la procédure de Surendettement, des évolutions législatives, du traitement d’un dossier. |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs... | 1 réunion  
25 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | Rencontre avec un bailleur social  
Présentation de la procédure de Surendettement, du traitement d’un dossier |
| Autres actions de concertation, d’information ou de formations effectuées (éducation nationale...) | 4 réunions  
11 personnes | Présentation de la procédure de Surendettement, du traitement d’un dossier |

À compléter si nécessaire par l’ajout d’éléments qualitatifs supplémentaires

Relations avec les Tribunaux :
L’objectif de ces concertations visait à échanger avec les magistrats sur le traitement des dossiers de surendettement par le Secrétariat et par le Tribunal, tant sur la forme que sur le fond.

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d’expulsion (CCAPEX) :
Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d’expulsions des ménages surendettés. Le Secrétariat a contribué aux travaux préparatoires de 35 réunions de la CCAPEX (24 à Montpellier, 11 à Lodève).

PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE

¹ (organisées ou participation)
Principales difficultés rencontrées quant à l’application de dispositions de la procédure

- Coordination procédure collective/procédure de surendettement :

Certains dossiers, du fait d’une ancienne activité professionnelle en nom propre, comportent des dettes relatives à des cotisations sociales, classées en dettes professionnelles (RSI notamment). Ces dossiers sont déclarés irrecevables car devant faire l’objet d’une procédure collective. La dette RSI est ensuite écartée par le Juge du tribunal de Commerce ou du TGI, qui la considère comme une dette personnelle dans la mesure où elle a un caractère propre au débiteur. Le débiteur dans ce cas ne peut pas bénéficier de la procédure de surendettement même s’il est endetté à titre personnel... Recours devant le Juge... qui dans certains cas infirmera la décision de la Commission. Donc, des délais extrêmement longs pour une dette qui parfois représente moins de 10 -voire 5%- de l’endettement total du débiteur.

- Le dépassement de la quotité saisissable, pouvant aller jusqu’à la capacité de remboursement permet pour certains dossiers de conserver le bien immobilier. Cette solution généralement acceptée par le débiteur pour qui la conservation du bien est une priorité engendre des plans qui seront sans doute difficiles à respecter.

- Toujours dans l’optique de la conservation du BI, l’allongement de la durée des mesures jusqu’420 mois pour la dette immobilière avec une capacité de remboursement constante est-il réaliste compte tenu des différentes phases de la vie professionnelle du débiteur (passage à la retraite notamment) ?

- Rang de traitement pour les soldes après-vente de bien immobilier.

- Quand le débiteur possède une résidence secondaire d’une valeur élevée, il est écrit sur l’IDS qu’on peut déclarer le dossier irrecevable pour surendettement non manifeste, mais en pratique la Commission hésite à le faire ; cela éviterait des redépôts si le bien n’est pas vendu.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Difficultés de compréhension des courriers de notification de la recevabilité par certains débiteurs

Difficultés de mise en place des mesures pour certaines personnes surendettées :

- Compréhension du tableau des mesures, des différents paliers ....
- Certains débiteurs n’ont même pas intégré le fait que la mise en place des mesures est de leur responsabilité.

Ces difficultés sont à l’origine de redépôts.

Les préconisations de mise en place de MASP par la Commission ne sont pas toujours suivies d’effet. Ceci a pu être constaté lors de PRP successives.

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d’autres acteurs de la procédure
Malgré la recevabilité du dossier, il arrive encore que certains créanciers ne suspendent pas les poursuites, notamment en ce qui concerne les saisies sur salaires.
De même, lorsque les établissements de crédit sont teneurs de comptes et créanciers à la fois, le compte s'il est créditeur, est parfois ramené à 0 à la notification de la recevabilité.

Un établissement de crédit du département clôture le compte du débiteur lorsque celui-ci a bénéficié d'une PRP.

Toujours des délais trop longs ou des absences de réponses de certains créanciers conduisant à un échec en phase amiable.

Sollicitations par les notaires, qui ayant appris l'existence d'un dossier de surendettement, veulent recueillir notre accord pour la vente du bien, alors qu'elle est préconisée dans le plan définitif.

13 février 2017,
Monsieur Christian Jacques BERRET
Secrétaire de la Commission

Madame Magali CAUMON
Présidente de la Commission
<table>
<thead>
<tr>
<th>Tableau des données d'activité 2016</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dossiers déposés (en nombre)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2015</td>
<td>Année 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>2283</td>
<td>2117</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont dossiers déposés avec bien immobilier (résidence principale)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>238</td>
<td>202</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont proportion de redépôts</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>39%</td>
<td>44%</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont proportion de redépôts suite à une suspension d'exigibilité</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7.5%</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nb)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2145</td>
<td>2019</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers recevables (y compris dossiers jugés recevables)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2015</td>
<td>Année 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>2038</td>
<td>1913</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont dossiers recevables avec bien immobilier (résidence principale)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>205</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont proportion de dossiers recevables avec une capacité de remboursement négative</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>56%</td>
<td>54%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers irrecevables (A)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>119</td>
<td>125</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Décisions d'orientation des Commissions (en nb)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2015</td>
<td>Année 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>2077</td>
<td>1940</td>
</tr>
<tr>
<td>• vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>716</td>
<td>795</td>
</tr>
<tr>
<td>• vers une procédure de réaménagement de dettes</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1361</td>
<td>1145</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mesures de rétablissement personnel (en nb) (B)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2015</td>
<td>Année 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>657</td>
<td>815</td>
</tr>
<tr>
<td>• Recommandations d'effacement de dettes (PRP sans LJ)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>638</td>
<td>788</td>
</tr>
<tr>
<td>• Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Mesures de réaménagement des dettes (en nb) (C)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2015</td>
<td>Année 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>1250</td>
<td>1137</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Plans conventionnels conclus</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>177</td>
<td>183</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont plans conventionnels conclus comportant des mesures de report (consistant en un moratoire)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>36</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>96</td>
<td>92</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont plans conventionnels conclus réglant l'intégralité de l'endettement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>80</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont plans conventionnels conclus présentant un prêt immobilier ou avec la présence d'un bien immobilier réglant l'intégralité de l'endettement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures imposées ou recommandées (avec MIRI)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------------------------</td>
<td>---</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont recommandations hors MIRI présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier</td>
<td>1073</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>54</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont mesures imposées élaborées hors MIRI présentant un prêt immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont mesures imposées élaborées hors MIRI présentant un bien immobilier ou avec la présence d’un bien immobilier réglant l’intégralité de l’endettement</td>
<td>771</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont mesures imposées ou recommandées immédiates élaborées</td>
<td>477</td>
</tr>
<tr>
<td>• dont mesures imposées ou recommandées immédiates consistant en une suspension d’exigibilité</td>
<td>162</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Dossiers clôturés toutes phases (en nb) (D) | 27 | 15 | -44.44 |

| Autres sorties (E) | 2215 | 2213 | -0.09 |

| Dossiers traités par les Commissions (en nb) (A+B+C+D+E) | 1116 | 1153 | 3.32 |

| Renvoi des dossiers par les juges aux commissions (en nb) |   |   | -50 |

<p>| Recommandations homologuées par les juges (en nb) |   |   |   |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en % des dossiers traités)</th>
<th>Données commission</th>
<th>Données région</th>
<th>Données nationales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8.72%</td>
<td>9.89%</td>
<td>10.87%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités)</td>
<td>37.10%</td>
<td>40.53%</td>
<td>36.05%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)</td>
<td>8.27%</td>
<td>10.03%</td>
<td>10.74%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées (hors MIRI) (en% des dossiers traités)</td>
<td>13.65%</td>
<td>11.90%</td>
<td>12.26%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des mesures imposées ou recommandées immédiates (MIRI) (en % des dossiers traités)</td>
<td>29.46%</td>
<td>24.10%</td>
<td>25.56%</td>
</tr>
<tr>
<td>Part des sorties diverses (en % des dossiers traités)</td>
<td>2.80%</td>
<td>3.55%</td>
<td>4.52%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux de solutions pérennes</td>
<td>78.59%</td>
<td>80.44%</td>
<td>82.04%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
**Annexe 2 du rapport d'activité**

**Typologie de l'endettement**

### Année 2016 – Données de la commission

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l'endettement global %</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés en %</th>
<th>Nombre moyen de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dettes financières</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>67 633,64</td>
<td>1768</td>
<td>8991</td>
<td>70,70%</td>
<td>38 254,32</td>
<td>92,47%</td>
<td>5,09</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Dettes financières immobilières</td>
<td>28 014,47</td>
<td>240</td>
<td>403</td>
<td>29,28%</td>
<td>116 725,94</td>
<td>12,55%</td>
<td>1,68</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Dettes financières consommation</td>
<td>37 727,36</td>
<td>1643</td>
<td>7162</td>
<td>39,45%</td>
<td>22 968,57</td>
<td>85,93%</td>
<td>4,36</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Autres dettes financières</td>
<td>1 881,82</td>
<td>1112</td>
<td>1426</td>
<td>1,97%</td>
<td>1 692,28</td>
<td>58,16%</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dettes de charges courantes</strong></td>
<td>10 576,26</td>
<td>1495</td>
<td>5125</td>
<td>11,06%</td>
<td>7 074,42</td>
<td>78,19%</td>
<td>3,43</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres dettes</strong></td>
<td>17 656,11</td>
<td>1119</td>
<td>2665</td>
<td>18,25%</td>
<td>15 599,74</td>
<td>58,53%</td>
<td>2,38</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Endettement global</strong></td>
<td>95 666,01</td>
<td>1912</td>
<td>16781</td>
<td>100,00%</td>
<td>50 034,52</td>
<td>100,00%</td>
<td>8,78</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Année 2016 – Données de la région

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre total de dossiers</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l'endettement global %</th>
<th>Endettement moyen en €</th>
<th>Dossiers concernés en %</th>
<th>Nombre moyen de dettes en unité</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dettes financières</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>479 413,24</td>
<td>13038</td>
<td>60549</td>
<td>74,84%</td>
<td>36770,96</td>
<td>88,78%</td>
<td>4,64</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Dettes financières immobilières</td>
<td>232 035,33</td>
<td>2131</td>
<td>4072</td>
<td>36,22%</td>
<td>108885,65</td>
<td>14,51%</td>
<td>1,91</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Dettes financières consommation</td>
<td>235 405,97</td>
<td>11760</td>
<td>46430</td>
<td>36,75%</td>
<td>20017,51</td>
<td>80,08%</td>
<td>3,95</td>
</tr>
<tr>
<td>Dont Autres dettes financières</td>
<td>1197,94</td>
<td>7848</td>
<td>10047</td>
<td>1,87%</td>
<td>1525,48</td>
<td>53,44%</td>
<td>1,28</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dettes de charges courantes</strong></td>
<td>68 471,79</td>
<td>11897</td>
<td>46416</td>
<td>10,69%</td>
<td>5755,38</td>
<td>81,01%</td>
<td>3,90</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres dettes</strong></td>
<td>927 308,81</td>
<td>8690</td>
<td>20400</td>
<td>14,48%</td>
<td>106709,98</td>
<td>59,17%</td>
<td>2,35</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Endettement global</strong></td>
<td>640 615,84</td>
<td>14686</td>
<td>127365</td>
<td>100%</td>
<td>43620,85</td>
<td>100%</td>
<td>8,67</td>
</tr>
</tbody>
</table>